

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 11 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMAB DECHETS

Chemin des Processions
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/26- *1045*

Hélios : 63406

Code AIOT : 0006500231

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 décembre 2025 dans l'établissement SMAB DECHETS implanté Chemin des Processions 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 21 novembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des installations classées pour l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMAB DECHETS
- CHEMIN DES PROCESSIONS 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006500231
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Monterelaise d'Assainissement Buffeteau (SMAB) est une installation de transit de déchets dangereux. Certaines opérations peuvent être également effectuées (broyage de contenants souillés, déconditionnement, neutralisation).

Les activités exploitées par la SMAB relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Sous le régime de l'autorisation :

- 3550 - stockages temporaires de déchets dangereux, pour une capacité maximale de 300 tonnes ;
- 3510 - élimination ou valorisation de déchets dangereux, pour une capacité de 50 t/j ;
- 2790-1-b et 2790-2 - installation de traitement de déchets dangereux, pour une capacité de 53 t/j (15 500 t/an) ;
- 2718 - transit, regroupement de déchets dangereux, pour une capacité maximale de 300 tonnes ;

Sous le régime de la déclaration :

- 2714-2 - transit et regroupement de déchets non dangereux de bois, plastiques, cartons... ;
- 2716-2 - transit et regroupement de déchets non inertes ;
- 2795-2 - installation de lavage de fûts, conteneurs, citernes... ;
- 1435-3 - stations-service de carburant.

Les activités de la SMAB sont réglementées, en autres, par les textes réglementaires suivants :

- Arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1 IC 015 du 08 janvier 2010, autorisant la poursuite des activités exercées par la SMAB ;
- Arrêté préfectoral n° 2012/DRIEE/UT77/162 du 26 novembre 2012, autorisant la SMAB à poursuivre des opérations de mélange de déchets ;
- Arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/115 du 27 septembre 2022, imposant des prescriptions complémentaires suite au réexamen IED du bref WT.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réseaux de collecte - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.5.1	Demande d'action corrective	6 mois
6	Contrôle de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.9	Demande d'action corrective	Suivi sur l'année 2026
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.5	Demande d'action corrective	2 mois
10	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.6	Demande d'action corrective	2 mois
11	Installations de stockage et de distribution de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.15	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
15	Mesures mise en œuvre suite identification PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.5.2	Sans objet
3	Eaux pluviales des voiries - Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.6.3.1	Sans objet
4	Réservoirs	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.8.2	Sans objet
5	Fosses de dépotage	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.8.3	Sans objet
7	Odeurs - Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 5.3.2	Sans objet
8	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 6.5	Sans objet
12	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.17	Sans objet
13	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.10	Sans objet
14	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que dans le cadre du suivi de la surveillance renforcée de la qualité des eaux souterraines, une tendance à la baisse des concentrations en fer (Fe) a été observée au cours de l'année 2025. Le suivi devra, néanmoins, se poursuivre durant l'année 2026.

D'autre part, le résultat des analyses en substances PFAS réalisées mensuellement par l'exploitant sur l'année 2025, montre des contaminations stables des rejets, à des concentrations bien inférieures à celles mesurées lors de la campagne de 2023. Aussi, l'exploitant prévoit d'adapter sa surveillance en réalisant des analyses trimestrielles. L'inspection des installations classées prend acte de cette proposition..

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a par ailleurs relevé les non-conformités suivantes :

- l'absence de contrôle d'étanchéité des réseaux,
- l'absence de justificatif de la levée des observations relevées lors de la vérification des installations électriques,
- l'absence de la vérification de la mise à la terre et de la valeur de résistance de terre,
- l'absence d'une couverture spéciale anti-feu au niveau de la station de distribution de carburant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux de collecte – caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : Les réseaux de collecte des effluents ainsi que les ouvrages associés font l'objet d'un nettoyage systématique en début d'année. Toutefois, l'exploitant indique qu'aucun contrôle d'étanchéité des réseaux n'est actuellement mis en œuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de programmer et de réaliser régulièrement un contrôle de l'étanchéité des réseaux de collecte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux de collecte
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes. Les résultats des opérations d'entretien sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le registre des opérations d'entretien et de contrôle des dispositifs de mise en rétention du site a été transmis à l'Inspection des installations classées. La dernière intervention d'entretien a été effectuée le 12 juin 2025. Par ailleurs, deux vannes d'obturation ont été remplacées le 5 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales des voiries - Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Milieu récepteur
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de ruissellement des voiries de la partie Nord du site sont prétraitées par passage dans un débourbeur-déshuileur avant de transiter par un bassin d'orage étanche, situé au Nord-Ouest du site, d'un volume utile de 177 m ³ et d'un volume total de 302 m ³ , avant d'être rejetées dans le réseau d'assainissement communal au moyen d'une pompe d'un débit de 9 m ³ /h. Les eaux pluviales de ruissellement des voiries et du parking poids lourds de la partie Sud du site sont prétraitées par passage dans deux débourbeurs-déshuileurs et un séparateur d'hydrocarbures avant de transiter par un bassin d'orage étanche, situé au Sud-Ouest du site, d'un volume utile de 1 071 m ³ , puis par un autre séparateur d'hydrocarbures. [...] L'exploitant établi un programme d'entretien des bassins d'orage, des débourbeurs-déshuileurs et des séparateurs d'hydrocarbures. Ce programme est tenu à la disposition de l'installation des installations classées.
Constats : Les débourbeurs-déshuileurs font l'objet d'un entretien annuel. Le dernier nettoyage et curage de

ces équipements a été réalisé les 27 et 28 janvier 2025. Les justificatifs correspondants ont été transmis à l'Inspection des installations classées.

Les deux bassins d'orage sont vidangés et curés tous les trois ans. Le dernier entretien a été effectué le 31 août 2023, et le prochain est prévu au cours de l'année 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Les matériaux constitutifs des réservoirs sont compatibles avec la nature des produits ou des déchets qui y sont stockés. L'étanchéité des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs fixes sont munis de dispositifs permettant de vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif permet l'arrêt du remplissage du réservoir en cas de niveau haut.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que dans la zone de dépotage des liquides, les six cuves de stockage sont conçues en polyéthylène haute densité (PEHD). Chacune d'elles est équipée :

- d'un indicateur visuel de niveau sur le côté,
- d'un accès ouvert en partie supérieure permettant un contrôle visuel du niveau de remplissage.

Ces cuves sont installées sur une rétention. L'étanchéité de chaque cuve est vérifiée par la détection d'éventuelles fuites dans le bac de rétention associé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fosses de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.8.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

L'étanchéité des fosses fait l'objet d'un contrôle régulier.

Ce contrôle fait l'objet d'une procédure écrite par l'exploitant et est mise à jour en tant que besoin.

Les résultats des contrôles d'étanchéité des fosses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le contrôle visuel des 8 fosses est effectué lors de leur vidange et nettoyage, selon un cycle triennal et par rotation.

Les deux derniers contrôles ont été réalisés respectivement en avril 2025 et en juillet 2025.

Les résultats de ces contrôles sont consignés dans un registre.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Contrôle de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.9

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

5 Piézomètres sont mis en place (2 en amont et 3 en aval) dont les prélèvements et analyses sont réalisés semestriellement par un organisme agréé.

[...]

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques sont renouvelées et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant met en place un plan d'action (mesures pour revenir à une situation normale) et de surveillance renforcée.

Constats :

La SMAB poursuit la surveillance trimestrielle de la qualité des eaux souterraines.

Les campagnes d'analyses des eaux souterraines, au cours des quatre trimestres 2025, sur les 5 piézomètres ont relevé les taux en Fer suivants :

Piézomètre	Trimestre 1 19/02/25	Trimestre 2 19/05/25	Trimestre 3 20/08/25	Trimestre 4 5/11/2025
A (µg/l)	21,5	2,88	2,62	18,5
B (µg/l)	1 500	1 500	265	586
C (µg/l)	9,98	< 1	< 1	5,26
D (µg/l)	3,74	3,43	5	12,4
E (µg/l)	2,26	< 1	< 1	< 1

L'inspection des installations classées constate la persistance d'une concentration en Fer significativement plus élevée au niveau du piézomètre B, situé en aval hydraulique de l'établissement, par rapport aux valeurs observées sur les autres piézomètres (notamment les piézomètres D et E situés en amont).

Cependant depuis 2020, les analyses démontrent une tendance à la baisse des valeurs de concentration.

Compte tenu de cette baisse et de l'absence de concentration significative au droit des autres piézomètres situés à l'aval hydraulique, l'exploitant n'identifie pas de lien direct avec les activités de la SMAB.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Toutefois, il est demandé à l'exploitant de poursuivre la surveillance de la qualité des eaux souterraines à une fréquence trimestrielle au cours de l'année 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : Suivi sur l'année 2026

N° 7 : Odeurs - Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 5.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les zones " stockage des emballages souillés" et " dépotage des boues, huiles et des solvants" sont équipées de capteurs fixes d'odeur permettant de détecter notamment les molécules H₂S, Mercaptants et NH₃.

À cet égard, l'exploitant établit un programme de maintenance et de contrôle du bon fonctionnement des capteurs fixes d'odeur.

En cas de perception d'odeur, les fosses contenant des eaux hydrocarburées peuvent être isolées à l'aide de plaques de confinement.

L'exploitant établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas de perception d'odeurs.

Constats :

Les détecteurs sont vérifiés une fois par an, la dernière vérification a été réalisée le 11 mars 2025. L'inspection des installations classées a constaté la présence de capteurs fixes de détection des odeurs, permettant notamment de détecter les molécules H₂S et NH₃. Ces capteurs sont répartis comme suit :

- 2 capteurs situés au niveau de la zone de dépotage des boues, huiles et solvants ;

- 3 capteurs installés dans la zone de stockage des emballages souillés.

Les détecteurs font l'objet d'une vérification annuelle. La dernière intervention a été réalisée le 11 mars 2025.

Les plaques de confinement initialement installées au niveau des fosses ont été supprimées, en raison des risques identifiés lors de leur manipulation et mise en place.

En cas de détection d'odeurs, la procédure suivante a été mise en place :

- Activation automatique des gyrophares (liés aux capteurs de détection) ;
- Évacuation immédiate de la zone concernée ;
- Mise à disposition d'équipements de ventilation assistée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 6.5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des bruits et vibrations

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores en limite de propriété de l'installation classée et en zones d'émergence réglementée les plus proches par une personne ou un organisme qualifié.

[...]

Le rapport établi à cette occasion est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois suivant sa réception, accompagné de commentaires éventuels sur les dépassements constatés et des mesures éventuelles prises ou envisagées visant à revenir à une situation normale.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser un contrôle des émissions sonores le 4 juin 2025.

Le rapport correspondant, daté du 18 juin 2025, a été transmis à l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures sonores sont conformes aux valeurs limites réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. L'exploitant remédie à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que la dernière vérification des installations électriques a été réalisée les 07 et 08 avril 2025 ainsi qu'un contrôle complémentaire le 12 novembre 2025. Les rapports issus de ces vérifications indiquent 7 observations lors de la vérification d'avril 2025 et 2 observations lors de celle de novembre 2025. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ces non-conformités ont été levées. Malgré ces observations, les comptes rendus des deux vérifications (référence Q18) concluent que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser les travaux nécessaires à la levée des observations relevées lors de la vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : [...] La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et est distincte de celle du paratonnerre éventuel.

La valeur de résistance de terre est vérifiée périodiquement et est conforme aux normes en vigueur. [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que la valeur de résistance de la mise à la terre n'a pas fait l'objet de vérification. L'exploitant précise que la vérification de la mise à la terre n'est pas intégrée au plan de contrôle actuel des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire vérifier la valeur de résistance de la mise à la terre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Installations de stockage et de distribution de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7:15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : L'installation électrique des installations de distribution comporte un dispositif de coupure général permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique et d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure général est réalisé au moins une fois par an. L'exploitant assure la traçabilité de ces essais. La commande du dispositif est placée à un endroit facilement accessible à tout moment. Les installations de stockage et distribution sont dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégées comme suit : <ul style="list-style-type: none"> - d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, - d'un extincteur homologué 233 B, - d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries, - d'au moins une couverture spéciale anti-feu. [...] Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le dernier contrôle et test du dispositif de coupure général des installations de distribution de carburant a été réalisé le 03 novembre 2025.

La station est équipée des éléments suivants :

- 1 extincteur ;
- une réserve de produit absorbant ;
- des consignes de sécurité et de conduite à tenir en cas d'incident, affichées de manière visible.

Il a été constaté l'absence d'une couverture anti-feu, conformément aux exigences de sécurité en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de doter la station de distribution d'une couverture spéciale anti-feu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.17

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et toujours facilement accessibles.

[...]

L'exploitant fait procéder à des essais et visites périodiques des matériels précités et de ses moyens de secours, par des organismes agréés ou compétents, en application de la réglementation en vigueur.

[...]

Constats :

Les extincteurs et les RIA présents sur le site ont fait l'objet d'un contrôle le 07 juillet 2025.
Les détecteurs incendie infrarouges et les détecteurs de fumée ont été vérifiés le 18 juin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.10
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'opération interne est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...] Ce plan est transmis au service département d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année ou à chaque modification notable. Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les services d'incendie et de secours. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour l'exercice. Le compte-rendu lui est adressé. [...]
Constats : La dernière version du plan d'opération interne, mise à jour en juin 2024, a été transmise à l'inspection des installations classées. Une nouvelle version de ce plan sera finalisée en 2026 et communiquée aux services compétents. À l'issue, l'exploitant programmera un exercice incendie sur l'année 2026.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 14 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.11
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, l'ensemble du personnel intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoit une formation sur la nature des déchets et produits présents dans l'établissement, les risques potentiels présentés par ces déchets et produits et par les différentes installations, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des dispositions sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">- toutes informations utiles sur les produits manipulés et les opérations mises en œuvre,- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté.
[...]

Constats :

L'ensemble du personnel reçoit une formation en sécurité incendie et de secours :

1. Formation Équipier de Première Intervention (EPI) :
 - L'intégralité du personnel suit une formation EPI tous les 2 ans.
 - Dernière session : 27 mai 2025.
2. Formation spécialisée (ARI et RIA) :
 - Un groupe de 5 équipiers est spécifiquement formé à :
 - L'utilisation des Appareils Respiratoires Isolants (ARI).
 - La manipulation des Robinets d'Incendie Armés (RIA).
 - Dernière session le 25 septembre 2025.
3. Formation à l'organisation de l'évacuation :
 - Une formation sur l'organisation de l'évacuation et les consignes de sécurité est dispensée à l'ensemble du personnel 2 fois par an.
4. Formation Sauveteur Secouriste du Travail (SST) :
 - 8 membres du personnel renouvellent leur formation SST chaque année.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Mesures mise en œuvre suite identification PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant où la présence de PFAS dans ses effluents est manifeste doit définir des actions pour rechercher l'origine puis la supprimer, ou à défaut la réduire autant que possible afin de limiter l'impact de son installation sur l'environnement.

Constats :

Les activités de la SMAB ne génèrent pas d'eaux issues de process industriel. Seules les eaux pluviales de ruissellement sur le site sont collectées dans deux bassins de rétention.

Suite aux résultats observés dans le cadre des campagnes de mesures réalisées en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, des substances PFAS ont été identifiées, en particulier des valeurs de

concentrations significatives en PFOS.

L'exploitant n'a pu identifier précisément l'origine des substances PFAS présentes dans les rejets d'eaux de ruissellement sur le site

Dans ce contexte, la SMAB a proposé de poursuivre la surveillance des substances PFAS en réalisant des contrôles semestriels. Les analyses effectuées en mars et octobre 2024 ont confirmé la présence de PFOS, mais à des concentrations significativement inférieures à celles mesurées lors de la campagne de 2023.

En réponse, l'exploitant a mis en œuvre un plan d'action spécifique visant à mieux caractériser la situation.

Dans le cadre de ce plan d'action, l'exploitant a réalisé des analyses mensuelles concernant les 28 substances PFAS définies par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, et ce sur les deux bassins concernés, tout au long de l'année 2025.

Les résultats de ces analyses révèlent une détection aléatoire des paramètres suivants : PFHxA, PFPeA, PFOA et PFHxS. Les PFOS ont été systématiquement mesurés à des concentrations bien inférieures à celles mesurées lors de la campagne de 2023. Les valeurs mesurées sont restées stables tout au long de l'année 2025.

Compte tenu de ces résultats, l'exploitant propose d'adapter sa surveillance en réduisant la fréquence des analyses à une fréquence trimestrielle à compter de 2026.

L'inspection des installations classées prend acte de cette proposition.

En cas de nouvelles mesures en concentration significative de PFOS, l'exploitant devra mettre en œuvre des investigations complémentaires afin d'identifier leur origine, par exemple en procédant à des analyses d'eaux prélevées en différents endroits du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de déclarer les résultats de ces campagnes de mesures passées et futures dans GIDAF, via le cadre spécifique PFAS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois